

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone : Suffren 62-31
C. C. P. Mlle Picard 5660-98 Paris

AU MOMENT OU SE DISCUTENT LES CONVENTIONS COLLECTIVES Pour ressouder les rangs ouvriers des revendications qui unissent

« En avant pour la signature des conventions collectives ».
Depuis des mois, les centrales syndicales font de ce mot d'ordre le thème central de leur propagande.
Depuis des mois, l'on assiste à des palabres interminables, d'abord entre syndicats ouvriers et gouvernement, puis à la suite de la décision de ce dernier de baisser les salaires, entre ces mêmes syndicats et l'organisation patronale.
Si l'on examine aujourd'hui le bilan, l'on

s'aperçoit que, malgré les flots de salive et d'écrits déplorables, nous en sommes toujours au même point. Il est vrai que l'on pourra vous rétorquer que le « principe » en a été adopté par la Chambre. Nous avons du reste exposé dans des articles précédents, les côtés réactionnaires de certaines clauses de ces conventions.
Depuis la libération, la politique de la bourgeoisie a consisté à remettre sur pied son appareil de production fortement endommagé par la guerre et par l'impérialisme des ca-

pitalistes français. Tout le monde sait qu'avant-guerre, le capitalisme français était « l'usurier ». Il préférait prêter aux tiers plutôt que moderniser son appareil de production. À l'issue de la deuxième guerre mondiale et devant la dislocation du marché, le capitalisme français tenta de sauvegarder ce qui lui restait de son marché colonial. Il essaya alors de concilier son caractère spéculatif d'usurier avec la nécessité de rétablir son appareil de production.
Pour réaliser ce double objectif, il avait

besoin de la « paix sociale » et de « blocage des salaires ». Devant la formidable poussée des masses, il allait succomber. Sa seule planche de salut était l'appel aux « dirigeants ouvriers » et la collaboration avec ceux-ci. Avec les réformistes, aucune difficulté; ils avaient déjà prouvé leurs talents de serants loyaux des affaires du capitalisme. Avec les staliniens, l'accord se fit en échange d'un pacte de non agression et de soutien avec l'U.R.S.S.
Malgré les déclarations de Thorez à l'époque sur les chemins nouveaux qui mènent au socialisme, la participation aux gouvernements bourgeois des partis ouvriers qui regroupaient alors l'immense majorité des

Fred CRESSANT. (Suite page 4)

Assiégée par le Kremlin, la Yougoslavie est sous le chantage de l'impérialisme Appel du Secrétariat de la IV^e Internationale aux communistes Yougoslaves

Camarades,
DEVANT l'évolution de la politique extérieure de votre gouvernement depuis la guerre de Corée, il n'est plus possible de cacher l'iniquité qui s'est emparée des révolutionnaires qui, dans le monde, ont entouré jusqu'ici de leur sympathie active, de leur enthousiasme et de leurs espoirs la Yougoslavie prolétarienne, dès sa rupture avec le Kremlin.
Cette iniquité se transforme actuellement dans le sentiment pénible de l'approche d'une véritable catastrophe qui annulerait toute l'influence progressive exercée jusqu'à présent par la révolution yougoslave sur le mouvement ouvrier international, à la suite de déclarations récentes de dirigeants yougoslaves, qui sont interprétées comme engageant la politique extérieure de la Yougoslavie dans le sillage de l'impérialisme américain et de son instrument, l'O.N.U.
À moins d'une rupture prompte et ferme de votre parti, qui redresserait le cours esquissé par votre gouver-

nement d'une tendance accentuée vers une capitulation aux exigences de l'impérialisme, la Yougoslavie prolétarienne perdrait les sympathies qu'elle a soulevées dans les milieux de l'avant-garde révolutionnaire internationale, et particulièrement dans les masses prolétariennes et coloniales qui suivent les Partis Communistes.
La force essentielle de votre révolution fut jusqu'aujourd'hui votre indépendance à l'égard de Moscou et de Washington, et la promesse, maintes fois affirmée jusqu'à la guerre de Corée, de tous vos dirigeants de ne s'intégrer à aucun bloc et de poursuivre une politique véritablement marxiste-léniniste.
Dans la mesure où vos gouvernements semblent découvrir maintenant le rôle « constructif » et « pacifique » de l'impérialisme américain, une aide « désintéressée » de celui-ci, des bienfaits relatifs du « Plan Marshall », et seraient prêts à entériner les décisions de l'écrasante majorité capitaliste de l'O.N.U. dédaignant et sanctionnant « l'agresseur » en la per-

sonne des peuples coloniaux, de la Corée et de la Chine luttant pour leur indépendance, la Yougoslavie prolétarienne semble abandonner sa politique indépendante et paraît s'allier avec le bloc impérialiste dirigé par Washington. Une telle attitude comblerait les vœux du Kremlin qui cherche, depuis le premier jour de votre rupture avec lui, à isoler la Yougoslavie pour la faire capituler devant l'impérialisme et la discréditer ainsi aux yeux des masses prolétariennes et coloniales influencées par les Partis Communistes.
Certes, vos difficultés intérieures graves et la crainte d'une attaque militaire de la part des armées du Kremlin expliquent l'ampleur des concessions que votre gouvernement fait actuellement aux impérialistes. Certes, le blocus auquel le Kremlin a soumis la Yougoslavie pour empêcher qu'elle ne soit envahie par l'impérialisme fait actuellement aux impérialistes. Certes, le blocus auquel le Kremlin a soumis la Yougoslavie pour empêcher qu'elle ne soit envahie par l'impérialisme fait actuellement aux impérialistes. Certes, le blocus auquel le Kremlin a soumis la Yougoslavie pour empêcher qu'elle ne soit envahie par l'impérialisme fait actuellement aux impérialistes.

NOUVELLE PHASE DE LA GUERRE DE CORÉE

La guerre de Corée est actuellement dominée par l'activité des partisans qui agissent au fur et à mesure que le froid sévit dans le pays, et par l'intervention des volontaires chinois soutenus par Pékin.
Même sans cette dernière intervention, la guerre était loin d'être finie, car à l'approche de l'hiver, des unités de partisans réorganisés agissent un peu partout dans le pays, mobilisant un grand nombre des troupes de l'O.N.U., amassant et menaçant plusieurs villes du Sud et du Nord, y compris Séoul contre laquelle on craignait récemment une attaque.
L'intervention des volontaires chinois et l'attitude prise par la Chine ne laissent pas d'inquiéter les impérialistes, rendus très pénibles en ce qui concerne l'avance de leurs troupes vers les frontières de Mandchourie. Pékin, qui dispose dans son territoire situé au delà de la rivière de Yalu de plus d'un demi-million d'hommes, semble maintenir jusqu'ici son attitude ferme envers les menaces non équivoques de Washington et de l'O.N.U., à propos d'éventuels bombardements de tous les centres vitaux de la Chine, y compris par des bombes atomiques.
Pékin, dans toutes les notes remises à l'O.N.U. et dans toutes les déclarations concernant son intervention en Corée, réitère sa demande en vue d'un règlement « pacifique de la question coréenne par un retrait immédiat de toutes les troupes étrangères ».
Washington, par contre, qui voudrait autant que possible ne pas se trouver à l'étape actuelle dans le « guépion chinois », serait prêt à garantir l'inviolabilité de la frontière mandchou-coréenne, à créer une mince zone frontière neutre et à créer les installations hydroélectriques de Yalu à la Chine, à condition que celle-ci se retire de la Corée et lui laisse dans ce pays les mains libres.
Ainsi, à première vue, les thèses chinoise et américaine paraissent incompatibles et le compromis très difficile.
Il faudra attendre et les débats qui auront lieu à partir de la fin de cette semaine à l'O.N.U., où on attend la délégation chinoise, pour voir un peu plus clair dans le

jeu des uns et des autres, une grande partie de leur attitude actuelle étant due à la nécessité de tenir ferme et de se montrer intransigeant pour mieux marchander un compromis.
Il serait cependant imprudent de minimiser les risques et le sérieux de cette situation. Certains milieux importants des États-Unis, encouragés par la récente victoire électorale de Républicains, veulent maintenir à tout prix les positions acquises par l'impérialisme en Corée, afin de tenir la Chine en échec, et de renforcer la pression sur l'U. R. S. S. même.
D'autre part, Pékin admettra difficilement l'établissement des bases militaires de l'impérialisme à proximité de la Mandchourie et de ses autres centres vitaux.
Il en est de même pour l'U.R.S.S. qui accepterait la défaite des Coréens et les abandonnerait complètement, à condition que Washington ne se serve pas de sa victoire pour installer ses aérodromes à quelques centaines de kilomètres de Vladivostok et des centres industriels sibériens.
L'attitude courageuse de la Chine qui contraste tellement avec celle de Moscou, donnerait toute la crise coréenne, est-elle l'expression d'une politique indépendante, ou repose-t-elle en partie sur un accord commun avec le Kremlin, tenu volontairement à l'arrière-plan ?
Il est naturellement difficile de se prononcer sur la nature exacte des rapports qui existent actuellement entre Pékin et Moscou. Cependant, il ne fait pas de doute que Pékin, par son attitude, est en train d'accroître un prestige auprès des masses coloniales en particulier, beaucoup plus grand que celui de Moscou et que son rôle dirigeant dans tout l'Extrême-Orient s'est affermi.
Son rôle international n'est pas moins important et l'injure est venue où les impérialistes auront à compter avec ce géant levé.
Jean-Paul MARTIN.

Nous considérons, au contraire, que la voie dans laquelle votre gouvernement engage la politique extérieure de la Yougoslavie, loin d'apporter une solution aux difficultés intérieures graves du pays et à la menace d'attaque militaire par le Kremlin, n'aura comme effet que d'affaiblir la Yougoslavie en la privant de son soutien réel: la sympathie et l'aide active du prolétariat international.

Grâce à l'unité grève de masse en Italie

Le 14 novembre, en Italie, les ouvriers de toutes les branches d'industrie et les conducteurs d'autobus, de tramways, de trolleybus et de chemins de fer locaux ont, pendant plusieurs heures, scandé ensemble le travail. Cette unité grève, déclenchée pour l'augmentation des salaires, a touché toutes les grandes villes d'Italie.
Les trois organisations syndicales italiennes: C.G.T. (communistes), C. S. I. L. (démocrate-chrétiens) et U.I.L. (socialistes et républicains) avaient réalisé le front unique. Cette unité d'action, qui correspondait à la profonde aspiration des travailleurs italiens, a permis la réussite de la grève générale des travailleurs de l'industrie et des tramways.
Symptomatique d'une nouvelle montée ouvrière, cette grève ainsi que l'unité d'action réalisée seront d'une extrême importance pour l'évolution de la situation en Italie.

Le comité de liaison des métaux communique :

Le Comité de liaison des métaux qui regroupe des métallos de toutes tendances, syndiqués et inorganisés, et qui œuvre à la reconstitution de l'unité ouvrière, communique:
Constitué pour rechercher les formes efficaces d'action unitaire des travailleurs, le Comité de liaison des métaux dénonce les derniers accords sur les salaires réalisés dans la métallurgie.
Ces accords vont à l'encontre de la réalisation de l'Unité d'action.
1^o Ils divisent les syndicats entre eux: la C.G.T. et les autonomes sont écartés des négociations;
2^o Ils divisent les catégories de travailleurs: les mensuels seront augmentés davantage et sur d'autres bases que les horaires; les différentes catégories horaires sont elles-mêmes augmentées de façons différentes;
3^o Ils abandonnent la notion du minimum vital qui devrait servir de base au calcul des salaires de toutes les catégories.
En conséquence, ils ouvrent la porte à la rivalité entre catégories.

Examinés d'un peu près, les chiffres montrent que la majorité des travailleurs, c'est-à-dire ceux payés à l'heure, recevront une augmentation dérisoire étant donné que le salaire garanti de 81 francs au manoeuvre était déjà de 78 fr., ce qui donne une augmentation réelle de 3 francs. Cette « augmentation », de plus, est dégressive jusqu'au coefficient 170 (professionnel troisième échelon).
Par contre, l'augmentation pour les mensuels est proportionnelle aux coefficients, ce qui donnerait une augmentation « théorique » de 3.000 francs au coefficient 115 et 14.100 francs au coefficient 290 (contremaître).
Aucun chiffre n'est donné pour les échelons supérieurs, chef de service, directeur, etc. On imagine le chiffre considérable d'augmentation que cela représenterait.
De tels résultats sont, à juste titre, considérés par les ouvriers comme une insulte à leur difficulté de vie: alors qu'on donne à quelques-uns le superflu, on essaie de leur faire admettre qu'ils peuvent vivre avec des maigres.
Les déclarations de Frachon au nom de la C.G.T. (« Humanité » du 4 novembre 1950), justifiant ce favoritisme de sommet, vont à l'encontre des déclarations unitaires de cette Centrale.
La confusion introduite systématiquement dans les accords en question interdit aux salariés de calculer avec précision le montant réel de leur nouveau salaire.
En opposition, les bases revendicatives de l'Unité d'action doivent rester claires.
Ce sont les 17.500 francs de minimum vital, soit 27 fr. de l'heure ou 4.000 francs par mois, et, de toute façon, la répartition égale de toute augmentation accordée par le patron.
Ce sont seulement des Assemblées générales du personnel qui pourront résoudre au mieux l'attitude à adopter dans la situation présente; elles seules défont les revendications capables d'unir tous les salariés.

Contre les 18 mois soutenons l'action des encasernés

Nous avons reçu la visite d'un jeune ouvrier d'une usine de Colombes, actuellement sous l'uniforme en zone française d'occupation. Il est en permission — c'est la première depuis sept mois — et, bien entendu, il venait nous parler de la loi de 18 mois.
— Partout, nous dit-il, dans mon coin, le mécontentement gronde dans les camps et dans les casernes. C'est ainsi que, récemment, de nombreuses manifestations ont eu lieu, notamment à Idar-Oberstein où, après avoir forcé le poste de garde, les soldats du 2^e groupe du 52^e Régiment d'Artillerie ont défilé dans les rues de la ville, portant des pancartes trébuchant faites et criant: « A bas les 18 mois! La queue! » Cette manifestation, qui avait duré plusieurs heures, a entraîné des représailles particulièrement dures: des sous-officiers ont été cassés et plusieurs soldats ont été défilés devant la justice militaire qui a distribué plusieurs années de forteresse. Depuis, la discipline est chaque jour plus stricte et nous sommes constamment en butte aux brimades des G.D.V. qui veulent « faire des exemples ».
Et ce jeune travailleur ajoutait:
— Chaque fois qu'un copain revient de permission, nous lui demandons: « Où en sont-ils, en France? Ou en est la bagarre contre les 18 mois? » En effet, il est pas un soldat qui veuille accepter le rabiot ou la prolongation du service militaire et nous sommes décidés à continuer la lutte. Mais vous, ici, que faites-vous pour nous aider ?
D'une lettre d'un autre camarade encaserné, nous extrayons les passages suivants:
« La presse bourgeoise peut toujours expliquer que les soldats sont bien nourris et bien installés. Nous sommes ici en plein bled — dans des baraquements en bois — et ce n'est que rarement que nous pouvons nous rendre à la ville... La propagande pour l'Indochine bat ici son plein. On a collé un peu partout de grandes affiches illustrées, chargées de nous expliquer que la prise d'engagement peut nous permettre d'acheter un appareil photo, un vélo, etc... On cherche à connaître la situation de famille ou la situation civile de chacun pour faire hypocritement miroiter les « avantages » du départ pour l'Indochine. Malgré cela, les gens
Jean MOREUIL. (Suite page 3)

Retrait du Corps Expéditionnaire

La guerre du Viet-Nam est, depuis quelques semaines, passée au premier plan des préoccupations gouvernementales. Il n'est pas douteux, en effet, malgré les commentaires optimistes de la presse bourgeoise et malgré les déclarations officielles sur « les routes stratégiques » que la situation du corps expéditionnaire s'est singulièrement aggravée. Abandon de Caobang, de Langson, de Lao-Kay, de Hoa-Binh, de Moncay. Offensives répétées du Viet-Minh qui dispose maintenant de canons, de mortiers, d'armes automatiques qui trouve auprès de la population l'aide la plus efficace. Cela valait bien, évidemment, le voyage de Letourneau et les réunions du Comité de la Défense nationale et du Conseil des ministres.
À l'heure où nous écrivons cet article, aucun des limogés prévus (Pignon, Carpentier) n'est devenu effectif, mais Letourneau a obtenu des pouvoirs accrus — non sans bagarre avec Moch — et on peut s'attendre à certaines modifications dans le haut commandement.
L'Assemblée a adopté, malgré quelques réticences de certains milieux bourgeois et l'opposition des députés staliniens, un ordre du jour qui donne mandat au gouvernement de renforcer au maximum les moyens mis à la disposition des troupes coloniales et de faire appel aux « Nations Unies ».
A la vérité, il n'y a, dans les milieux gouvernementaux et militaires, de divergence que sur le meilleur moyen de sauvegarder les intérêts des colonialistes. Pour nous, pour l'ensemble des travailleurs, la question se pose différemment: la continuation de la guerre au Viet-Nam, cela signifie un budget militaire sans cesse accru et des conditions de vie plus difficiles. Cela signifie également des milliers de morts, pas seulement chez les travailleurs vietnamiens, mais également chez les travailleurs africains et français qu'en l'absence de volontaires — il ne s'en présente plus — on mobilisera d'office pour renforcer le corps expéditionnaire.
Il faut imposer la paix au Viet-Nam par le retrait du corps expéditionnaire. Il n'y a pas d'autre solution, non pas, comme le dit l'« Humanité », parce que c'est « la seule solution française », mais parce que c'est la seule solution conforme aux intérêts du prolétariat international.

Pour le développement de "La Vérité" :

Franchir une nouvelle étape

VOICI le troisième numéro de notre journal, qui est diffusé par Messageries à travers toute la France. Bientôt nous pourrions donner les premiers résultats de cet élargissement de la vente.

Le coin des "Amis de la Vérité" Commémoration de la Révolution d'Octobre

Militants du P.C.I., Amis de la Vérité, sympathisants, emplissant la salle Sussat le 10 novembre pour commémorer à l'appel de notre organisation des Amis de la Vérité, le trente-troisième anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Réunion du Groupe Parisien

Exceptionnellement, la réunion est reportée au second vendredi de décembre, soit le vendredi 8 décembre, à 20 h. 30, Salle Lancy, 10, rue de Lancy. A l'ordre du jour: Conférence sur la situation au Viet-Nam.

Souscription

Fonds de 250.000 francs. - Région Parisienne: 14.540; Montpellier: 3.000; Lyon: 3.000; Brest: 2.400; Marne: 2.000; Sympathisants Vietnamiens: 8.650; Costanceau (Loire-Inférieure): 1.000; Charras (Ardeche): 1.000; Bourhis (Finistère): 750.

PERMANENCES DU PARTI

- PARIS: La permanence se tient le jeudi de 17 h. à 19 h. et le samedi de 16 h. à 19 h. 19, rue Daguerre, Paris (14^e) (au fond de la cour). Tél: Suf. 62-31. CLERMONT-FERRAND: Adresse correspondance à Gérard Bloch, 72, boulevard Gambetta, à Chamalières (Puy-de-Dôme). BREST: Jean Leovic, Isat, 12, Petit-Paris. QUIMPER: Ecrire à Yvonne Cariou, 30, rue Jules-Noël, Quimper. NANTES: La Vérité est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay. HELLEMES

Un exemple d'unité d'action contre les 18 mois

À Cœuvres, dans la Loire-Inférieure, l'unité d'action contre les 18 mois s'est faite entre de nombreuses organisations: C.G.T., Mouvement de Libération du Peuple (ex-M.P.F.), P.C., P.C.I., Combattants de la Paix, Confédération Générale Pacifiste et Groupe aijate.

Ceux qui méritent l'échafaud

Voici en quels termes, les représentants du Conseil National du Patronat Français et de la Confédération Générale de l'Agriculture parleront à la Commission Supérieure des Conventions Collectives, des besoins économiques des travailleurs français: Deloche, délégué de la C.G.A., déclara: « Le manœuvre ne met son complet que deux fois: le jour de son mariage et quand on le descend dans le trou. »

Le Congrès de la Paix à Varsovie ne décide

aucune mobilisation concrète des masses contre les guerres colonialistes

Les travaux du 2^e Congrès mondial pour la paix ont pris fin à Varsovie. Le discours de Joliot-Curie, les interventions de Fadyev, de Nenni, d'Yves Farge, d'Etchenhour, ainsi que les résolutions finales ont permis de comprendre à quelles fins les dirigeants du Kremlin et les chefs des partis stalinien ont organisé ce 2^e Rassemblement international pour la paix.

« Aucune des actions (pour la paix), a déclaré Joliot-Curie, n'a de sens si nous ne posons pas comme principe fondamental, que nous considérons qu'il est absurde de faire coexister des systèmes politiques et économiques différents dans le monde. Admettre ce principe n'a de valeur que si cela résulte d'une étude réfléchie de la situation et de la claire conscience des concessions réciproques que cela suppose. »

Tous les travailleurs communistes savent que l'impérialisme porte en lui la guerre comme la mite porte l'orgasme. Ils savent que les dangers de guerre subsistent autant que subsistera, sur quelques points de globe, la domination du capital.

Mais les chefs stalinien à Varsovie ont déclaré que la coexistence pacifique des deux régimes était possible. C'est que pour défendre les intérêts de la bureaucratie de Kremlin, ils ont besoin d'empêcher que les travailleurs — surtout ceux des pays occidentaux — engagés des actions révolutionnaires contre leurs exploités. En effet, une révolution victorieuse en Occident pourrait être pour le peuple russe, le signal de la révolte contre la bureaucratie qui les a spoliés du pouvoir.

Du haut de la tribune du Congrès, Joliot-Curie a continué: « Ces concessions que nous serons réciproquement amenés à faire peuvent d'ailleurs être parfaitement dictées dans l'intérêt général. » De quel intérêt « général » peut-il s'agir? Il n'y a, que nous sachions, aucun « intérêt général » possible entre les travailleurs et les capitalistes. La guerre de Corée et celle du Viet-Nam sont suffisantes pour démontrer l'antagonisme des intérêts qui opposent les uns aux autres. Les capitalistes ne feront pas de « concessions » aux prolétaires, n'ont les chefs stalinien en font dépendre, dans la perspective d'arriver à un compromis, lorsqu'en Corée, par exemple, au lieu d'aider la révolution à vaincre par tous les moyens — y compris la constitution de brigades de volontaires russes — ils se contentent de grandes déclarations verbales contre les maîtres de Wall Street.

« Il serait utile, au nom du Congrès, a déclaré le délégué russe Fadyev, de proposer aux grandes puissances de procéder au cours des années 1951 et 1952, à une réduction régulière et progressive de toutes les forces armées, terrestres, navales et aériennes dans une proportion allant de un tiers à la moitié de leurs effectifs actuels. De former auprès du Conseil de Sécurité un organisme de contrôle international disposant d'inspecteurs autorisés. » Cette idée de désarmement général, confié aux bons soins de l'O.N.U., a été reprise par la plupart des délégués. Le

pasteur Uphas, au nom de la délégation américaine, a proposé « qu'au cours des dix prochaines années, les Etats-Unis et l'Union Soviétique s'engagent à une compilation amicale et pacifique sous les auspices de l'O. N. U. » Prêcher le désarmement général, c'est dissimuler aux travailleurs que la bourgeoisie a besoin de l'armement comme elle a besoin de la guerre. Jamais elle ne mènera — car ce serait contraire à ses intérêts — une politique de désarmement. Les travailleurs seuls — et non l'O.N.U. qui est au service des capitalistes — peuvent imposer le désarmement à la bourgeoisie. Mais qui peut oser prétendre, après la révolution d'Octobre et celles de Chine, du Viet-Nam et de Corée, que les travailleurs n'ont pas besoin d'être puissamment armés pour renverser la domination de leurs exploités. L'idée de « désarmement général » est une idée réformiste qui plait aux petits bourgeois, elle est à la seule idée de la violence. En reprenant à l'arsenal social-démocrate, cette propagande, les leaders stalinien ont réussi au Congrès de Varsovie à regrouper autour de certains milieux pacifistes et réformistes. Mais que vaut ce rassemblement — d'ailleurs éphémère — face au désarmement idéologique et cont-révolutionnaire du prolétariat commis par le stalinisme à Varsovie?

Après le congrès du C.I.A.J. - P.A.

Pas d'ingérence idéologique de l'Etat

Les contradictions du monde capitaliste ont leurs répercussions sur le problème des loyers et particulièrement dans les Auberges de la Jeunesse. L'exploitation des travailleurs par la classe dirigeante ne donne pas à ces travailleurs les moyens de profiter de leur loyers. Cela est particulièrement vrai pour les jeunes regroupés dans le nouveau centre des Auberges de la Jeunesse qui désirent beaucoup d'A.J. et un confort minimum. Des telles constructions exigent des crédits et seul l'Etat peut en fournir. Le mouvement des Auberges doit donc être en rapport avec l'Etat pour revendiquer toujours plus de crédits pour les A.J. et pour en contrôler la répartition.

Cinq grévistes assassinés par la police en Tunisie

Enfidaville, en Tunisie, la police a tiré sur les grévistes des grandes plantations particulièrement exploitées, et a tué cinq travailleurs.

Notre camarade Daniel Renard ouvrier chez Renault exclut de la C.G.T.

Notre camarade Daniel Renard, ouvrier métallurgiste chez Renault, vient d'être exclu de la C.G.T. Membre du Comité Central de grève en novembre-décembre 1947, un des derniers ouvriers à reprendre le travail après la grève de février-mars 1950, Daniel Renard a toujours été un des meilleurs défenseurs des intérêts ouvriers chez Renault.

Sous une certaine apparence de démocratie le Congrès de la paix fut cependant très bureaucratique, puisqu'il ferma ses portes à diverses tendances du mouvement ouvrier. Signaux à ce propos, la protestation justifiée d'un groupe d'antifascistes espagnols qui fut éliminée de la délégation, de leur pays pourtant pour avoir affirmé leur sympathie à l'Etat ouvrier yougoslave, mais regrettés aussi que militent dans le mouvement, dans leur protestation, condamner par la bande la lutte révolutionnaire du peuple coréen.

A l'issue des travaux, le Congrès a décidé la constitution d'un organisme permanent. Mais cet organisme pas plus que le Congrès de la Paix de Varsovie ne pourra « faire reculer la guerre », car seule l'action révolutionnaire des travailleurs permet d'atteindre cet objectif.

Il n'y aura jamais dans le régime capitaliste, ni s'y aura sans révolte pleinement satisfaisante et que seule la révolution permettra cette réponse; c'est que parmi les solutions de moindre mal possible, les seuls principes qui doivent guider les ajustés sont ceux de la lutte des classes qui exigent l'indépendance absolue vis-à-vis de l'Etat.

Un correspondant nous écrit

Je suis allé écouter le dernier compte rendu de mandat de Marie Rébaudé, dans le 13^e arrondissement. Dans la salle, on pouvait voir des panneaux de propagande tels que: « Arrêt immédiat de la guerre au Viet-Nam et rapatriement du corps expéditionnaire. » « Pas de rabiot pour les 18 mois. » « Union et action pour la paix. » « C'est André Marty qui est le responsable, qui se charge d'illustrer ces mots d'ordre. Entre autres, il proposa un gouvernement d'Union Démocratique et allant de Louis Marin au Parti Communiste. Il a bien dit que Louis Marin avait des intérêts à défendre qui étaient différents de ceux de la classe ouvrière, car il est un représentant des plus surs de la classe capitaliste, mais que sur certains points les intérêts du peuple se confondent avec les siens.

Notre camarade Daniel Renard ouvrier chez Renault exclut de la C.G.T.

Notre camarade Daniel Renard, ouvrier métallurgiste chez Renault, vient d'être exclu de la C.G.T. Membre du Comité Central de grève en novembre-décembre 1947, un des derniers ouvriers à reprendre le travail après la grève de février-mars 1950, Daniel Renard a toujours été un des meilleurs défenseurs des intérêts ouvriers chez Renault.

La politique des U.S.A. à Porto-Rico

(De notre correspondant aux U.S.A.)

Le 30 octobre, un soulèvement contre la domination américaine eut lieu dans plusieurs villes de l'île de Porto-Rico, une des Antilles. L'Armée des Etats-Unis attaquait les révoltés avec des chars d'assaut et des « bazookas », infligeant aux nationalistes des pertes assez sensibles et écrasant leurs forces. Après la bataille, la petite ville de Jayuya était ravagée par l'incendie. Des escarmouches semblaient continuer à San Juan et ailleurs.

L'île fut annexée par les Américains il y a plus de cinquante ans, par suite de la guerre hispano-américaine, après avoir été une colonie espagnole. La majeure partie est grande. De nombreux Porto-Ricains émigrent à New-York où il y en a déjà 400.000. Beaucoup d'entre eux vivent dans les « slums » (quartiers de pauvres) de East Harlem. Ce sont, pour ainsi dire, les Algériens de l'Amérique.

La population de Porto-Rico (ha. 1.700.000) ne sait guère se nourrir, mais l'île constitue une source de richesse pour les capitales à cause de ses plantations de canne à sucre et de café et à cause des usines de textiles qui utilisent une main-d'œuvre très bon marché.

Le mouvement nationaliste de Porto-Rico, dirigé par Pedro Albizu Campo et accusé de tendances pro-communistes par la presse réactionnaire et les autorités, a été nullement contrôlé par les staliniens. Il veut tout simplement l'indépendance de l'île, — indépendance que les impérialistes lui refusent, car c'est une colonie assez précieuse.

Le 1^{er} novembre, deux Porto-Ricains tentèrent en vain d'assassiner le Président Truman. L'un des deux était apparemment porteur d'une lettre de P.A. Campo. Tous deux, Torresola et Collazo, appartenant au mouvement nationaliste, furent tués par une bombe fait jeter dans l'Office Porto-Ricain du Travail à New-York, par un autre militant nationaliste.

La police a arrêté des douzaines de Porto-Ricains à New-York et à San Juan, y compris P.A. Campo.

Nous autres, marxistes, nous sommes opposés aux actes de terrorisme individuels. Ceux-ci ne font que provoquer des mesures de répression violentes sans pour cela résoudre un seul problème. La seule action capable de faire aboutir les revendications des masses, c'est l'action politique des masses elles-mêmes. Dans l'action politique des masses, le courage de Torresola et Collazo aurait été mieux placé.

Il faut que le peuple porto-ricain puisse enfin se gouverner lui-même en toute indépendance et jour lui-même des richesses de son île sans être exploité par une poignée de capitalistes étrangers et leurs agents.

Il faut que le mouvement ouvrier international dénonce n'importe quelle forme de colonialisme. *Porto-Rico aux Porto-Ricains!*

Charles HANLEY.

Le Gérant: JULIA

Imp. Spéc. de « LA VÉRITÉ »

Ce numéro de *La Vérité* ayant dû paraître avec un certain retard, nous nous excusons auprès de nos lecteurs.

Le prochain numéro paraîtra le 14 DECEMBRE 1950.

Contre les 8 mois soutenons les encasernés

(Suite de la page 1)

ne sont pas chauds, et pas davantage pour les 18 mois. Les copains passent des semaines dans la chambrée; c'est la quille!... Nous n'avons pas une minute à nous; les revues succèdent aux revues, on nous fait faire du « sport », on organise des veilles, etc... Les officiers posent aux « pères de famille », mais la lecture des journaux de gauche est interdite et on fait la chasse aux « fortes têtes ». Je n'ai pas encore rencontré ici un seul gars qui soit pour les 18 mois. Mais c'est vous qui devez nous donner un coup de main et intensifier votre lutte.

Ainsi, tous les échecs qui nous parviennent des casernes confirment que les jeunes soldats ont compris que — comme avant 1914 ou 1939 — l'augmentation de la durée du service militaire constitue une préparation accrue à la guerre impérialiste. Dans leur immense majorité, les travailleurs sous l'uniforme ont également compris que ce ne sont pas leurs intérêts qu'il s'agit de défendre, mais ceux des milliardaires de Wall Street et de leur allié: le capitalisme français. Prolongation et aggravation de la guerre de rapine coloniale au Viet-Nam d'abord, « Croisade des démocraties » contre l'Union Soviétique ensuite. Tel est le plan de ceux qui préparent la guerre.

Pour faire échouer ce plan, les soldats n'ont pas hésité à engager leur propre action. Mais tous posent la même question: « Que faites-vous pour nous aider? » En effet, ils savent bien qu'en définitive, c'est la solidarité de la classe ouvrière qui, seule, peut faire reculer le gouvernement. Sans doute, les députés socialistes, qui se réclament des travailleurs, ont-ils accepté la loi des 18 mois. Sans doute aussi, ces organisations « ouvrières », comme la C.F.T.C. ou F.O., ont-elles fait le silence sur les projets gouvernementaux et sur la préparation de la guerre. Quant aux staliniens, s'ils ont bien constitué un Comité National contre les 18 mois, mais ils entendent limiter son action ainsi que celle

Asségée par le Kremlin, la Yougoslavie est sous le chantage de l'impérialisme

Appel du Secrétariat de la IV^e Internationale aux communistes Yougoslaves

(Suite de la page 1)

riat et des masses coloniales mondiales.

Du point de vue des intérêts généraux et historiques du prolétariat mondial, le but n'est pas de sauvegarder coûte que coûte, avec n'importe quelles déformations et quels abandons, le pouvoir conquis dans tel ou tel pays. Marx, Rosa Luxembour et Lénine nous ont enseigné qu'il y a des défaites qui valent infiniment mieux que certaines victoires; qu'il y a des « victoires » et des « défaites » qui sont en réalité des défaites écrasantes.

Si la Yougoslavie capitulait devant l'impérialisme américain, elle bénéficierait encore d'un répit et sauvegarderait pour une période les bases économiques et sociales de son régime prolétarien. Mais, en réalité, à la longue, un alignement de sa politique extérieure sur la politique de l'impérialisme américain entraînerait des discussions intérieures et son régime prolétarien succomberait fatalement. Entre temps, son existence ne contribuerait pas au renouveau et au regroupement des forces révolutionnaires du prolétariat et des masses coloniales; leur prostration devant la bureaucratie soviétique et le stalinisme.

Pour ne pas capituler devant l'impérialisme, et devant les difficultés intérieures grandissantes, faudrait-il donc purement et simplement abdiquer du pouvoir et conclure qu'il n'y a plus aucune perspective pour le pouvoir prolétarien et le socialisme en Yougoslavie?

Pas du tout.

Il n'est ni en notre pouvoir ni dans nos intentions de vous imposer le déterminisme. Tenir manœuvres à l'intérieur et à l'extérieur, exploiter tout ce que possible les antagonismes internationaux, combattre jusqu'au bout, c'est notre ligne, mais sans jamais perdre de vue les conditions et les limitations historiques de cette lutte nécessaire, sans jamais dépasser les limites de manœuvres permises, et subordonner la lutte pour le socialisme en Yougoslavie à la lutte du prolétariat international pour le socialisme mondial.

Si, au cours d'une telle lutte, le prolétariat yougoslave succombait en Yougoslavie, ce ne serait pas une défaite pure et simple, mais un enrichissement de l'expérience et du capital moral du mouvement ouvrier international, un stimulant important de nouvelles luttes et de victoires plus complètes et décisives sur le capitalisme mondial et toutes les forces hostiles à la Révolution.

Telle était la ligne de Marx, la ligne de Rosa Luxembour, la ligne de la III^e Internationale jusqu'à la mort de Lénine, et c'est aussi notre ligne.

Telle n'est pas cependant la nature de la politique extérieure engagée par votre gouvernement. La construction du socialisme en

Yougoslavie lui paraît être un but en soi, qui peut être atteint indépendamment de telle ou telle concession et du renouveau de ces conceptions dans le mouvement ouvrier international.

Afin que la Yougoslavie puisse, en cas d'attaque de la part des armées du Kremlin, bénéficier de l'appui de la majorité capitaliste de l'O.N.U., votre gouvernement a tendance à voir le rôle de l'O.N.U. qu'à travers cet aspect directement lié au sort immédiat de la Yougoslavie.

Mais l'action de l'O.N.U. s'étend mondialement et certains peuples, les peuples coloniaux de l'Asie en révolte, le font sentir actuellement dans leur chair sous forme d'armées, de coteries, de bombes, d'avions et de tanks qui les combattent.

Quand votre gouvernement présente l'O.N.U. comme l'Assemblée suprême des peuples qui, démocratiquement, peut décider à la majorité qu'il est « l'agresseur » et le sanctionner, c'est la façon dont elle a sanctionné les Coréens, il est en train d'élaborer une théorie néfaste idéalisée l'O.N.U., instrument de la politique impérialiste.

Car l'écrasante majorité de l'O.N.U. est composée par les représentants des gouvernements capitalistes et impérialistes, dominés par les grandes puissances impérialistes et principalement par les U.S.A., et non par les représentants des peuples.

Aucune décision de cet organisme n'ira jamais à l'encontre des intérêts fondamentaux de l'impérialisme, de l'impérialisme américain en particulier. Au contraire, cet impérialisme sert de l'O.N.U. pour camoufler sa politique de domination mondiale sous le couvert des « Nations Unies ».

Est-il vraiment besoin d'insister davantage auprès de marxistes sur cette utilisation de l'O.N.U. par l'impérialisme? Comment alors confier à cet organisme la tâche de « désigner » et de « sanctionner » ensuite « l'agresseur »? Tout d'abord, cette notion de « l'agresseur » n'est pas le domaine de juristes et de diplomates, mais de celui de la lutte des classes et du caractère de classe de chaque phénomène à notre époque. Comme Marx, comme Lénine, nous ne sommes pas contre toute guerre, mais contre certaines. Nous ne sommes pas pour la légitimité absolue des guerres déclenchées par les peuples coloniaux et semi-coloniaux contre l'impérialisme, et des guerres des Etats ouvriers contre les Etats capitalistes et impérialistes. Nous admettons comme possesseur de cette notion d'un Etat ouvrier apporte son aide militaire aux forces révolutionnaires d'un autre pays pour que celles-ci obtiennent la victoire contre leur ennemi de classe.

De toutes ces notions fondamentales du marxisme enrichies par tant d'exemples et de passages, comment est-il possible d'échouer à cette minutieuse définition formaliste de « l'agresseur » qui serait confiée à l'O.N.U., définition digne d'avocats et de juristes se revendiquant d'une « jus-

lice » et d'un « droit » international abstrait et suspendu au-dessus des classes et de leurs luttes à notre époque?

Au lendemain de la première guerre mondiale, les impérialistes avaient créé la « Société des Nations » que Lénine et la III^e Internationale de son vivant avaient qualifié d'« entre de brigands impérialistes », et l'O. N. U. s'était résolulement refusée à y entrer.

Ce n'est qu'à partir de 1934, à la suite de la victoire du fascisme allemand, du recul général du mouvement ouvrier, de l'isolement de l'O. N. U. et de l'approche de la guerre, que la bureaucratie soviétique révisait la politique léniniste sur la S.D.N. et y fit entrer l'U.R.S.S. pour bénéficier de l'aide de l'impérialisme « démocratique » contre les puissances de l'axe. Mais au lieu de présenter l'entrée de l'U.R.S.S. comme une nécessité imposée par une situation internationale défavorable et d'expliquer cette restriction au prolétariat mondial, Staline élabore une théorie qui idéalisait la S.D.N. et déformait son caractère et son rôle de classe.

Dans la S.D.N. dominée par un nombre de puissances impérialistes antagonistes de force à peu près égale, il était du reste plus facile de manœuvrer et d'exploiter leurs antagonismes réciproques, qu'il est possible de le faire aujourd'hui aux « Nations Unies », dominées par l'écrasante supériorité de l'impérialisme américain sur toutes les autres puissances capitalistes, et en raison de leur front unique, sans fissures, devant l'U.R.S.S. et le bloc qu'elle dirige.

Les révolutionnaires, amis de la Yougoslavie prolétarienne, peuvent admettre que la position particulière d'isolement de la Yougoslavie l'oblige à faire partie de l'O.N.U. et à exploiter les antagonismes entre les deux blocs pour se maintenir. Les révolutionnaires peuvent justifier certaines concessions à l'O.N.U. de représentants yougoslaves pour ne pas toujours heurter de front la majorité impérialiste de l'O.N.U. et aggraver le blocus stalinien de la Yougoslavie par un blocus parallèle des impérialistes.

Mais ce que les révolutionnaires ne peuvent en aucune façon admettre, c'est que les représentants yougoslaves et le gouvernement yougoslave deviennent les champions de théories, de propositions et de plans idéalisés l'O.N.U., camouflant son caractère de classe bien défini et inaltérable, et surtout qu'ils paraissent s'engager à respecter et à faire appliquer, avec le soutien de leur pays, toute décision de l'O.N.U., y compris des décisions comme celles qui libéreraient la Corée à nouveau au régime de Syngman Rhee et à l'administration de Mac Arthur, et qui menaceraient de guerre la Chine, accourue au secours des masses coréennes luttant contre l'impérialisme.

Ce que les révolutionnaires ne peuvent en aucune façon admettre, c'est que le P.C.Y. se taise sur cette ligne du gouvernement, s'identifie à celle-ci et n'explique pas clairement aux masses yougoslaves et mondiales le caractère de classe de la lutte en Corée, de l'intervention de la Chine, de la politique des impérialistes et de leur O.N.U., ainsi que les motifs et le sens des concessions faites par le gouvernement yougoslave aux impérialistes.

Peut-être, nous dirait-on, que tout cela est bien connu et qu'il ne s'agit de la part de votre gouvernement que de procédés tactiques, de manœuvres ayant pour but d'obtenir les impérialistes sur votre véritable aide indispensable? Pas plus que Lénine, nous ne croyons que la manœuvre puisse se substituer à une ligne principielle. Les paroles et les actes de votre gouvernement et de vos représentants aux masses prolétariennes et coloniales, les influencent et déterminent pour elles la physionomie véritable de votre politique.

Les masses révolutionnaires sur ce qu'elles votent et écoutent et lisent, et non sur les intentions secrètes qui se cachent derrière telle ou telle sois-disant « manœuvre ». C'est Staline, après la mort de Lénine, qui a substitué l'« Us de la toute-puissance de la manœuvre » et de l'opportunisme à la force d'une ligne principielle et d'une explication ample et franche aux masses. Lénine appelait les choses par leur nom et éduquait les masses en leur expliquant franchement sa politique. Il n'avait rien à cacher et il ne cachait rien aux masses. Il réalisait pas ses reculs et ses défaites, car il avait confiance dans les masses et n'attendait que d'elles seules le soutien véritable de l'U.R.S.S. et de la révolution mondiale.

Seuls des opportunistes croient manœuvrer les impérialistes, alors qu'en réalité ils manœuvrent les masses qui

leur font confiance et prennent au sérieux leurs actes et leurs paroles. L'éducation révolutionnaire des masses n'est pas l'appanage d'une explication secrète entre initiés, mais le fruit d'une lutte principielle conséquente du Parti.

En outre, quand votre gouvernement et vos représentants à l'O.N.U. paraissent s'engager à entériner les décisions de l'O.N.U. sur la Corée ou celles qu'elle pourrait prendre demain contre la Chine et à faire appliquer ces décisions en intégrant des troupes yougoslaves aux troupes de l'O. N. U. envoyées dans les colonies pour restaurer l'ordre féodo-capitaliste et impérialiste, ces manœuvres verbales et ces promesses creuses risqueraient de les conduire à des actes qui flétriraient à jamais la révolution yougoslave.

Le danger est trop sérieux pour que nous puissions nous taire ou temporiser. Nous sommes du premier jour de votre rupture avec le Kremlin, le seul cours nouveau et plein d'espoir de la révolution yougoslave; qui avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour faire connaître la vérité sur la Yougoslavie et propulser un défaut grave pour tout le mouvement ouvrier.

Si Staline parvenait à persuader les masses prolétariennes et coloniales influencées par les Partis Communistes que la Yougoslavie s'allie vraiment sur les capitalistes, il aurait atteint son but principal. Après cela, il lui serait infiniment plus facile de ressusciter un fort courant koninoforniste dans votre pays et même d'attaquer militairement une Yougoslavie qui serait alors discréditée et isolée du prolétariat et des masses coloniales. Et, dans ce cas, excompter que l'aide des impérialistes vous permettrait de survivre comme Etat ouvrier, ce serait vraiment sombrer dans les pires illusions.

Par la politique extérieure actuelle de votre gouvernement, non seulement l'attaque militaire de Staline serait facilitée, mais en outre toute la crise réelle et profonde du stalinisme dans les autres pays — que l'exemple de votre position indépendante attisât jusqu'à présent, — grandement — se trouve nécessairement freinée. Car les éléments hésitants ou ébranlés dans leur attachement au stalinisme, entre autre par son comportement envers votre révolution, risquent de perdre à nouveau toute foi dans la possibilité d'une voie indépendante de Moscou et de Washington, et de se soumettre passivement à l'influence du Kremlin, ou d'abandonner, démoralisés, la lutte.

Privés de la sympathie et de l'appui des masses, quel espoir auriez-vous alors de survivre entre l'enclume de l'impérialisme et le marteau du Kremlin?

Il n'est pas trop tard pour que votre Parti, discutant et décidant démocratiquement, arrête et redresse le cours funeste esquissé actuellement en politique extérieure. Du reste, comment est-il possible que des changements aussi profonds dans la politique extérieure de la Yougoslavie deviennent possibles à l'occasion de la tenue d'un Congrès ou d'interview à des journalistes?

C'est au Parti tout entier à discuter et à décider sur ces questions à la démocratie prolétarienne, et avant tout la démocratie la plus démocratique au sein du Parti, n'est pas un leurre.

L'heure est grave et il ne reste pas beaucoup de temps pour réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Le monde va vers des explosions gigantesques et des événements décisifs. Il vous faut choisir: ou être clairement et fermement avec les masses prolétariennes et coloniales contre l'impérialisme et contre la bureaucratie soviétique, ou glisser dans le sillage de l'impérialisme contre les masses prolétariennes et coloniales.

Vos rapports avec les révolutionnaires qui, dans le monde, se sont affirmés les amis de la Yougoslavie prolétarienne, seront déterminés par ce choix.

Épargnez la prostration de la Révolution yougoslave devant l'impérialisme!

Épargnez une telle défaite à tout le mouvement ouvrier international! Faites confiance aux forces révolutionnaires, indépendantes du Kremlin, qui s'éveillent et s'organisent dans le monde et que votre exemple a tant aidés jusqu'à présent!

Appelez les à votre aide en leur expliquant franchement vos difficultés et les concessions auxquelles vous êtes arrivés.

Que votre Parti discute et décide démocratiquement le cours à suivre!

Le Secrétariat International de la IV^e Internationale. Novembre 1950.

de toute la classe ouvrière aux pétitions et aux délégations à l'Assemblée. Il n'est pas un ouvrier, pas un employé, pas un paysan qui ne comprenne que, puisque l'Assemblée a suivi Pleven, Laloroune et Moch, c'est la répression accrue des conditions de vie plus difficiles, en attendant, un peu plus tard, la croix de bois sur le ventre.

Partout, l'action doit s'intensifier. Partout On nous écrit des casernes

de l'Union Française d'Allemagne

« Un camarade en permission a trouvé votre journal dans un kiosque et nous l'a rapporté. Nous voyons que votre lutte contre les 18 mois est aussi la nôtre. Et nous faisons confiance à tous les travailleurs pour mener à la victoire le combat que nous avons entamé. »

« Ici, cela va plutôt mal à cause de ces 18 mois. J'ai peur que les gars font triste mine de faire 18 mois pour des clous. Dimanche soir, nous avons lu le journal révolutionnaire du pays. Celui-ci publiait un solidaire interview de jeunes, interrogés dans la rue et qui, chose bizarre, étaient tous fils de patron... Le journal terminait que ces gars étaient pour les 18 mois, mais, chez nous, ce n'est pas pareil. Que pensent de cela les ouvriers de la tôle? »

doivent se constituer des Comités de lutte qui, par-dessus les directions traitées, réunissent dans un comité « code fraternel » des ouvriers socialistes, communistes, chrétiens et ouvriers. Les pétitions sont insuffisantes pour apporter une aide efficace aux travailleurs encasernés. Les soldats ont besoin de notre aide, de votre aide! Tous unis contre les 18 mois!

« On nous écrit des casernes de l'Union Française d'Allemagne »

« Un camarade en permission a trouvé votre journal dans un kiosque et nous l'a rapporté. Nous voyons que votre lutte contre les 18 mois est aussi la nôtre. Et nous faisons confiance à tous les travailleurs pour mener à la victoire le combat que nous avons entamé. »

« Vous avez sans doute après la journée de révolte des chasseurs d'Arras, qui refusèrent un jour entier de se lever. Mais la censure de la dique militaire... Baden-Baden cache que les troupes d'occupation ne restent pas en arrière, malgré leur isolement et leurs cadres R.P.F. Ici, nous avons organisé un défilé en civil dans le camp. Résultat: 250 gars en tôle, à crêver de faim. Même manifestation à Idar-Oberstein, dans un village voisin de la caserne. Dans brigades accusés d'avoir voulu mettre le feu ou dépit d'essence, et voir les G.M.C. au ravin avant d'être enlevés par les Russes (??), moiré dans une fortresse militaire. Tous les sous-officiers et quelques officiers de ce corps serne ont été castés ou déplaçés. »

« Et de semblables nouvelles, plus ou moins fragmentaires, nous sont parvenues des autres corps stationnés en Allemagne. Partout, la dictature militaire peut se développer pleinement, il est donc à craindre que nous soyons soulagés donc nouvelles du mouvement ouvrier français. »

l'espère que les jeunes se bagarrent tou-

Des revendications

qui unissent

(Suite de la page 1)

travailleurs ne change pas d'un iota le caractère de classe de l'Etat.

Tous les mouvements revendicatifs furent brisés ou colonisés. La gestion des affaires de la bourgeoisie fut faite avec une parfaite loyauté. Le fasciste de Gaulle en reconnaissant du reste le caractère, puisqu'il déclara aux assises nationales du R.P.F.:

« J'ai utilisé ces saboteurs pour le plus grand bien de la patrie et je n'ai pas eu à m'en plaindre ».

Thores, Croizat, etc., montraient leurs capacités exceptionnelles à gérer les affaires du capitalisme. Avec une seule centrale syndicale, un mouvement ouvrier puissant et une bourgeoisie aux abois, réformistes et staliniens, marchant la main dans la main, auraient pu, s'ils avaient eu pour unique souci la défense des intérêts ouvriers, mobiliser les travailleurs sur cet objectif et arracher la signature des conventions collectives.

A l'heure actuelle, la bourgeoisie qui a consolidé sa position, mais dont la situation reste extrêmement précaire, cherche à continuer la politique élitiste très impopulaire du blocage des salaires, sous la forme d'un pseudo-libéralisme. La signature des conventions collectives... Il permet de trouver des travailleurs en grand nombre... Le protocole d'accord entre les trois centrales syndicales sur le chiffre de 17.500 pour le minimum vital risquait de porter un coup à la politique du grand capital. Ce fut alors le compromis proposé à F.O. et à la C.F.T.C., complicité que les dirigeants de ces deux organisations s'empresurent d'accepter. Le protocole fut rompu. La C.G.T., qui actuellement recherche l'unité à tout prix, capitula à son tour.

La bourgeoisie, tout en criant comme un coq en paon, que les « sacrifices » qu'elle vient de consentir n'ont rien de « rompre l'équilibre », se félicite de cet accord qui lui permettra d'aborder la signature des conventions collectives dans des conditions qui lui sont actuellement favorables.

Face à cet état de chose, la réaction des travailleurs est à peu près nulle. Les raisons en sont que: les conventions collectives nous programme revendicatif unitaire ne peuvent mobiliser les travailleurs. Les centrales syndicales ont tenté de présenter celles-ci comme une fin en soi, alors qu'en réalité elles ne peuvent être qu'une étape dont l'objectif final sera le renversement du régime capitaliste.

Avec une classe ouvrière divisée dans plusieurs syndicats, ou inorganisée, la tâche de regroupement ne semble pas facile. Cependant la voie qui y mène est évidente. Il faut que chaque militant ouvrier comprenne que de lui seul dépend le redressement de la situation. Que doit-il faire? Pour que le regroupement de toutes les forces ouvrières se réalise, il faut avant tout rendre confiance aux travailleurs dans leur propre capacité. Dans chaque atelier, dans chaque bureau, dans chaque chantier, ils se rassembleront, quelles que soient leurs opinions politiques ou confessionnelles. Ils établiront le programme sur lequel ils veulent lutter. Ils éliront les délégués chargés de faire aboutir et afin d'éviter les manœuvres de tromperie, contrôleront à tout moment le travail de ces délégués. Ils populariseront par tous les moyens qu'ils jugeront nécessaires les expériences qu'ils auront faites et réaliseront à l'échelon local, puis régional et enfin national, le regroupement commencé dans l'entreprise.

Enfin il sera possible à la classe ouvrière unifiée de se battre sur son programme avec les moyens qu'elle aura préparés. Il lui sera possible de sanctionner ce programme par la signature de conventions collectives qui devront constituer le premier jalon vers l'abolition du régime capitaliste.

Fred CRESSANT.

Ils avouent!

Quelques citations, qui se suffisent à elles-mêmes, à propos des récents accords sur les salaires dans la métallurgie parisienne, extraites de « La Vie Française » (numéro du 10 novembre), le journal de la grosse finance:

Pour juger de la portée de la nouvelle convention, il faut, bien entendu, tenir compte des salaires réels: le rapprochement des anciens et des nouveaux minima donnerait une idée inexacte et exagérée des majorations intervenues, puisque, dans la presque totalité des cas, les salaires effectifs étaient supérieurs aux minima théoriques. Pour les ouvriers des métaux, le salaire moyen réel était de 100 francs; l'augmentation de la masse des salaires sera donc d'environ 6 %.

6 francs par heure, ce qui fait pour 400.000 ouvriers, à raison de 45 heures par semaine, une augmentation totale de 450 millions de francs par mois.

En tout état de cause, les 540 millions de primes inférieures pourront-elles absorber la hausse des salaires sans relever leurs prix? A la différence de la « recommandation » de relever les salaires de 5 %, adressée par le patronat à ses adhérents en février dernier, aucune disposition ne prévoit, cette fois, que les prix devront demeurer inchangés.

Nous sommes désormais dans un régime de liberté des salaires; si la métallurgie parisienne estime pouvoir accorder une hausse de 6 %, cela ne signifie pas que les autres industries sont dans le même cas; certaines dépasseront plus, d'autres moins; cela est parfaitement normal.

La diversité professionnelle et régionale doit être la règle. La conclusion, dans la métallurgie bordelaise, d'une convention collective sur des bases inférieures à celles de Paris est peut-être un signe que cette vérité salariale commence à se répandre.

Sur LE FRONT OUVRIER

Exclusion bureaucratique chez les cheminots C. G. T.

MAERTENS, cheminot de la Chapelle, après bien d'autres militants révolutionnaires, vient d'être exclu de la C.G.T. La bureaucratie stalinienne de la C.G.T. qui craint plus que tout, les travailleurs qui sans arrêt combattent pour l'unité et la démocratie, a pu exclure à nouveau, grâce à

« Une Assemblée générale de la C.G.T. a décidé de méconnaître de cette organisation, dans laquelle le militantisme... Une certaine de participants à l'Assemblée générale de Paris-Nord... Rien que ce chiffre d'assistants démontre le fond véritable de toute l'affaire. Chacun d'entre nous se souvient qu'il y avait à la Libération près de 9.000 syndiqués sur un effectif de 12.000 agents. Non, ce n'était pas l'Assemblée générale du syndicat, mais l'Assemblée générale du P.C.F., qui était réunie pour appliquer la ligne du Parti ».

Après avoir dénoncé les colonnes lancées contre lui, Maertens indique qu'entré dans l'illégalité en 1942, il a participé avec les cheminots à toutes les activités illégales de la Chapelle (Offices patriotes, C.G.T. illégale, Jeunes communistes, Front national, etc.) et à toutes les grèves (juin 47, décembre 47, 25 novembre 1949).

Pour lui écrit: « Venons-en au fond! Pourquoi il est nécessaire au P.C.F. de méconnaître de la C.G.T. Le bilan de la gestion syndicale, majorité des cheminots inorganisés, licenciements du personnel (auxiliaires, femmes, etc.) baisse du pouvoir d'achat, augmentation de la durée du service militaire, etc. »

En décembre 1947, les dirigeants lancèrent les cheminots et les classes ouvrières, sans refusant à déclencher la grève générale, seule

ses manœuvres, un syndicaliste irréprochable et porter par là même un coup de plus à la C.G.T. Mais elle se trompe il elle croit que les travailleurs révolutionnaires crèveront de faire entendre leurs voix. Voici des extraits de la lettre que Maertens a adressée aux cheminots de Paris-Nord:

« Copable alors d'arracher satisfaction... La grève s'étioffole. Les cheminots et la classe ouvrière subissent un échec. »

« Quoi? et la responsabilité d'une telle situation? »

« Les dirigeants de la C.G.T. disent: « C'est F.O. qui est responsable. » Oui, il est vrai, les dirigeants de F.O. sabotèrent la grève de novembre-décembre, mais pourquoi y arriveraient-ils? »

« En liant très étroitement les mouvements de la classe ouvrière à la politique du P. C. F. et du Kominform qui venait de décider un nouveau virage de la politique stalinienne, les dirigeants du P.C.F. de la Fédération dominèrent le meilleur argument aux dirigeants de F.O. »

« C'est parce que j'estime que les travailleurs, en général, et les cheminots, en particulier, doivent déterminer eux-mêmes et démocratiquement leurs revendications et leur forme d'action, indépendamment de Washington et de Moscou, que la cellule du P.C.F. m'exclut. »

« Unité et démocratie, j'appelle les cheminots de Paris-Nord à s'unir pour défendre leurs revendications, pour défendre le chemin de fer menacé. Tous, quelles que soient nos opinions politiques, philosophiques ou religieuses, nous pouvons, nous devons nous unir dans de véritables comités d'unité d'action démocratique. »

Manœuvre au Comité Intersyndical du Livre

Mercredi 15 novembre s'est tenue une réunion des délégués de l'Intersyndical du livre, groupant les typos, les imprimeurs, les clicheurs et photogreveurs, ainsi que les brocheurs d'imprimerie. Nous étions près de 400 délégués.

Tous nous attendions les directives de lutte du Comité intersyndical, composé par des responsables syndicaux des différents métiers du livre, énumérés plus haut.

Au lieu de cela, Proudhomme nous fit seulement un compte rendu des discussions avec les Maîtres Imprimeurs: les patrons refusant d'accéder à une augmentation de 15 % réclamée par l'Intersyndical, amenant le salaire horaire des typos et imprimeurs de 128 fr. à 147 fr. 50; ils ne consentirent qu'une augmentation de 9,38 % qui fixe le salaire de ces deux catégories à 140 francs.

Différents délégués intervinrent, les uns pour la grève, les autres pour faire confiance au Comité intersyndical. La plupart étaient indécis et ne prirent pas part directement au débat.

Ceci permit à notre direction de faire confiance à l'Intersyndical, intervint et nous expliquant qu'il n'était pas intervenu avant ce vote pour respecter « la discipline du Comité intersyndical » et qu'il intervenait maintenant en tant que délégué de la maison Desfossez qui a voté pour la grève. Il nous révéla ce que les membres du Comité intersyndical n'ont pas voulu nous dire: nous empêcher une action des ouvriers: « L'augmentation de 9,38 % sera à partir de novembre ».

Un Appel du Cartel d'Unification Syndicaliste des Cheminots

Le Cartel d'unification syndicaliste des cheminots (C.U.S.C.) qui regroupe des cheminots de toutes tendances, a défini dans l'Unité (n° 8) une plate-forme de lutte, vraiment susceptible de rassembler les rangs des travailleurs du rail et dont nous donnons ici l'essentiel:

« Il faut recréer une grande centrale des principes démocratiques. Il faut liquider les bureaucraties. »

A travers la bataille pour la défense du syndicalisme, c'est la lutte pour l'UNITÉ SYNDICALE qui se développe.

Participants au C.U.S.C., vous répondez: PRESENT à toutes les réunions où vous pourrez parler, avec les directives que vous avez choisies en octobre: constitution de sections du C.U.S.C., en dehors des dirigeants, avec participation des militants de toutes les centrales et des inorganisés, pour:

- 1° Les 40 heures immédiatement;
2° La grille 100-360, telle qu'elle a été établie par le supplément à la « Tribune des Cheminots » d'octobre 1950;
3° La suppression de notes et primes de rendement, de tout travail aux pièces ou à la tâche;
4° La mise à jour de l'office à 50 ou 55 ans, suivant l'emploi;
5° L'élimination totale des politiciens et des mots d'ordre politiques dans les syndicats;
6° La refonte d'une grande centrale démocratique.

tenant le salaire de base de nos professions et nous ne pourrions plus réclamer le rajustement de notre profession qui exige un salaire de 220 francs de l'heure calculé sur les indices à partir du salaire de 1938. » Un essai d'échelle mobile des salaires - principe d'une discussion tous les trois mois - nous fut magnanimement concédé. Le tollé fut général après ces révélations. Un camarade demanda un nouveau vote, mais tous le refusèrent au nom de traditions parlementaires érodées.

Bienôt le mandat du Comité intersyndical fut fini. Comme nous ne pouvions renouveau notre confiance à des hommes qui foulaient au pied la démocratie la plus élémentaire? La position du camarade Sorel le rend solidaire du Comité intersyndical; ses révélations « ne peuvent s'expliquer que par un souci de propagande personnelle autrement il serait intervenu avant le vote. »

La décision de l'Assemblée risque de jeter les photogreveurs seuls dans la lutte. Cet isolement renforcera les sentiments corporatistes et affaiblira énormément les chances de victoire de nos camarades. Une décision de ce genre sera donc de faire connaître immédiatement et le plus largement possible leur mouvement en s'adressant à tous les ouvriers du Livre.

LE CASTIN.

A la C.G.C. - F. O.

Le congrès de la carte blanche à la direction

L'abondance des matières nous avait obligé à ne pas publier, dans notre précédent numéro, l'article de notre camarade Dumont sur le Congrès Force Ouvrière. Nos lecteurs

Le Congrès Confédéral « Force Ouvrière », préparé dans l'ambiguïté, a été le Congrès de l'escamotage des problèmes intéressant le plus la classe ouvrière.

Au départ, pas de rapport d'orientation et sur les tâches, donc réserve sur les problèmes revendicatifs (17.500, 40 heures, travail au rendement) et silence total sur les moyens d'action.

Ainsi se trouvait mis en place la trame du scénario qui fut joué au Palais de la Mutualité par l'équipe dirigeante Botherreau-Lafond-Delamarre.

Le passé scandaleux de deux ans d'activité « redoublé par le rapport moral servit fort utilement ces manœuvres d'escamotage. Incontestablement, une importante partie des délégués condamnant le bilan de faillite de la direction, voulait discuter des problèmes revendicatifs et des moyens d'action permettant le succès. Ces camarades s'exprimèrent souvent avec véhémence.

Martin, de Cannes, Hébert, des Cheminots de Nantes et beaucoup d'autres condamnant la politique de soumission de la direction fédérale aux besoins de la bourgeoisie. Tout l'art manœuvrier des dirigeants consista à laisser s'épuiser « la démocratie » et condamnation de la politique fédérale en une longue et épuisante « discussion » du rapport moral, c'est-à-dire du passé, qui aboutissait à réduire la discussion sur les tâches actuelles.

Dans ce déluge de « liberté » verbale se dissolvait en nuances particulières la force qu'aurait pu représenter une minorité organisée sur la base de positions communes sur les problèmes revendicatifs. Ainsi, après avoir laissé et même aidé à cet épanchement de bile des mécontents, Botherreau « eut » leurs votes dans la conclusion.

Citons de l'intervention du camarade Ferdinand Robert, des Cheminots (Paris Sud-Ouest), cette partie condamnant le programme proposé par la direction: « A travers ce programme, nous nous posons en hors égrégés de la société capitaliste et bourgeoise, lui demandant seulement un peu plus de liberté et d'indulgence pour ceux qu'elle exploite. Nous avons même des projets de financement. Rien n'y manque, et nous avons tellement conscience de l'importance du moment... Mais nous ne parlons plus que d'indulgence! Cela fait trois jours qu'on en parle. Les 40 heures sont abordées du bout des lèvres et si l'on dit que le principe ne saurait être mis en doute... dans l'article « Le syndicalisme libre proposé », il n'en est rigoureusement rien question. Mais nous sommes de colonne, on nous rebat les oreilles de productivité, d'émulation ouvrière, d'accroissement du revenu national. »

Sur le problème de l'Unité Syndicale, les dirigeants utilisèrent l'anticommunisme qu'ils entretenaient avec pour en exclure les C.G.Tistes, pour limiter la discussion à des

comprendront aisément, étant donné la signification politique de ce Congrès, que nous en parlions, même un peu tardivement.

propositions d'unification avec ce qu'ils appellent les « Syndicats libres ». Mais jaloux de leurs boutiques et de la marchandise particulière qu'ils sont chargés d'écouler les Etats-Majors C.F.T.C., C.G.C. se débattent. Les difficultés « obscures » de partages de postes généraux et de la marchandisation des délégués F.O. transformèrent les aspirations de nombreux de leurs militants en une unité « efficace », c'est-à-dire très large, en un appel à rejoindre F.O.

Pour discuter davantage les partisans de l'unité qui seraient encore pu se regrouper provisoirement sur une fusion F.O.-Autonomes, les manœuvriers y introduisirent la C.T.I. fasciste, rendant impossible l'accord des militants ouvriers. De ce combat aussi freiné devait sortir l'écrasement de l'inconsistante minorité unitaire de circonstance. Seule une voix apparut quelque clarifiée dans ce débat, ce fut encore celle du camarade F. Robert, qui proposa au Congrès:

« De décider, en conséquence, qu'il appellera les travailleurs de toutes tendances et inorganisés à se rassembler de la base au sommet, et en partant de la base, dans des conférences d'unification syndicale, en vue de poser les bases d'une centrale unique et démocratique. Les conditions du succès d'une telle initiative sont, à notre avis:

- 1° Indépendance à l'égard de Washington ou de Moscou, de tout parti et gouvernement;
2° Définition par les travailleurs eux-mêmes des revendications et des formes d'action;
3° Représentation des tendances à tous les échelons;
4° Tribune libre permanente dans tous les organes syndicaux et confédérés;
5° Non-rétributibilité des permanents après trois ans de fonction.

Le Congrès estime que l'ensemble de ces conditions forment un tout indivisible. Pour lutter contre l'inféodation du mouvement syndical à Moscou ou à Washington, il faut combattre les bureaucraties inamovibles.

Ainsi pourra s'opérer la clarification nécessaire de la majorité des travailleurs qui veulent et peuvent s'unir s'il n'y avait les manœuvres de dirigeants, étrangers dans le mouvement syndical des intérêts exprimés à celui-ci.

Nous ne pouvons qu'approuver cette position qui répond, évidemment, aux besoins de la classe ouvrière. La leçon de ce Congrès qui n'a rien apporté aux travailleurs sinon une nouvelle démonstration des méthodes employées par les dirigeants réformistes pour étouffer leurs aspirations, c'est que les militants révolutionnaires doivent s'organiser, par-dessus les barrières des Centrales, pour donner force et cohésion à leur intervention.

René DUMONT.

A TRAVERS LA PRESSE SYNDICALE

Il y a seulement quelques semaines, les dirigeants des différentes centrales syndicales étaient d'accord pour, face au patronat, faire l'unité d'action sur le minimum vital à 17.500 francs. Ce chiffre était loin du véritable minimum vital, mais il avait le mérite d'être celui de toutes les organisations syndicales. Or la C.G.T.F.O. et la C.F.T.C., acceptant la manœuvre patronale de division, ont signé dans la métallurgie un accord de salaire d'où le minimum vital à 17.500 fr. a complètement disparu. Voyons comment les journaux syndicaux abordent la question.

G.-D. DELAMARRE, écrit dans Force Ouvrière du 16 novembre: « A mon avis, après onze ans de réglementation des salaires, il est indigne que les responsables syndicaux fassent un nouvel apprentissage de l'utilisation de la liberté (des salaires). » On aurait pu croire que ce sont les ouvriers qui doivent se préparer à utiliser à leur profit la nouvelle réglementation des salaires. Mais comment seulement à l'égard de cette liberté. Liberté à l'égard de quel intérêt des ouvriers sans doute. Pas étonnant en conséquence que ce parfait bureaucrate, qui se garde bien de dire à combien s'élèveront les augmentations dans la métallurgie et qui regrette que la hiérarchie s'amenuise, écrive ensuite en gros caractères: « La méthode employée actuellement dans des discussions de salaires est une bonne méthode. »

Mais dans le même journal, dans un article intitulé: « L'action directe », André Augard, qui parle aux mineurs, révèle encore plus clairement le cynisme des bureaucrates de F.O. Après avoir condamné les grèves des mineurs de 1947 et 1948 qui furent des grèves « politiques » et être satisfait des récents accords de la métallurgie « en fin les premiers résultats de la

liberté des salaires dans le cadre de la discussion des conventions collectives font que la métallurgie, profession-clé sur laquelle étaient basés les salaires de notre profession, vient de signer des accords de salaires qui nous méritent l'ouïe... André Augard est écrivain et nous ne ferons jamais le grève pour la grève, jamais la grève pour des mots d'ordre politiques, mais le gouvernement doit savoir, ET NOUS LE LUI AVONS DIT, que dans une situation favorable, les mineurs sont décidés à défendre par tous les moyens, y compris la grève, leurs justes revendications. »

Est-ce que les « conditions favorables » d'André Augard seront réalisées, quand sera mis au point, sous le titre de « défense du territoire » le dispositif de répression antiouvrière préparé par Jules Moch et accepté par les dirigeants du parti socialiste, grand ami de la C.G.T.F.O. ? Dans la grande famille des chefs socialistes ou socialistes, on sait se partager le travail: les uns parlent démagogiquement de grève et d'autres préparent l'assaut des ouvriers.

Comment apprécie-t-on à la V.O. les récents accords de salaires dont la C.G.T. a été exclue? C'est André Augard qui nous le dit sous le titre: « Pour l'augmentation des salaires, tous unis. Harcelez vos directions » (la V.O. du 16 au 21 novembre). « Les patrons, écrit-il, voudraient bien que dans les usines, l'accord signé sous la C.G.T. amène de la tension entre les ouvriers, qu'ils se débattent seuls se tenant des grilles ou visage. Eh bien non, pas du tout... C'est au contraire sur une base d'union large que, tous ensemble, C.G.T., C.F.T.C., F.O., autonomes, inorganisés viennent de décider de « monter » aux directions. Les patrons, interrogés par les délégués sur l'application de l'accord dans leur entreprise, répondent, en général, ne pas savoir. Alors, puisqu'il nous faut éclairer leur lanterne, que dans chaque

usine les travailleurs exigent que les minima garantis ne soient pas un leurre et que, en attendant la signature de la convention collective, il y ait une augmentation des salaires pour tous, qui ne soit pas inférieure à 12 fr. de l'heure. » Que sont devenus les 27 fr. ? Un petit tour de passe-passe et les dirigeants C.G.T. — eût-elle au nom sacré de l'unité française — les ont abandonnés en même temps qu'ils acceptent par la bande la hiérarchisation de l'augmentation: « Une augmentation qui ne soit pas inférieure à 12 francs. »

Dans l'Unité, organe des Comités pour la démocratie et l'unité syndicale, DUMONT pose clairement la question: « Les organisations syndicales, écrit-il, se sont un moment mises d'accord sur les 105 francs, comme taux horaire minimum d'attente. 27 francs d'augmentation de l'heure pour tous, 4.800 francs par mois, sont les chiffres auxquels vous vous êtes d'accord. MM. Fraichon, Jo-haux, Tessier. Pourquoi les abandonnez-vous? »

Eh, dans le même journal, J. LEBREVE, dans un article intitulé: « L'Unité est possible », cite l'exemple suivant: « A la S.N.E.C.M. d'un camarade discute avec un délégué, il s'agit des récents accords sur les salaires. Assis, les gens sont intéressés, écoutent, disent leur mot. Notre camarade explique qu'au lieu de proposer toujours des revendications nouvelles: 10 fr. 12 fr., etc., il voudrait mieux s'accrocher aux 12.500 fr. de début (soit 27 fr. d'augmentation de l'heure) et voir comment, tous ensemble, on peut les obtenir. En tout cas, il faut exiger que les augmentations soient égales pour tous. Il faudrait, dit-il, que l'assemblée de tout le personnel, à laquelle participeraient les trois sections syndicales, discutât de ces questions. Quand il a fini, tous les gens parlent, ils s'expriment (y compris le délégué C.G.T.). »